

# ACTION URGENTE

## VIÊT-NAM. TROIS MILITANTS SONT HARCELÉS ET RISQUENT D'ÊTRE ARRÊTÉS

**Trois défenseurs des droits humains qui tentent de mettre en lumière une catastrophe écologique au Viêt-Nam sont victimes d'un harcèlement intense, y compris de dénonciations publiques, de poursuites et de menaces de mort. Ils risquent d'être arrêtés pour « propagande » contre l'État.**

On estime que 70 tonnes de poissons, de crevettes, de calamars et d'autres animaux sont morts sur 200 kilomètres le long de la côte centre-est du Viêt-Nam en avril 2016, ce qui a donné lieu à des manifestations et d'autres activités dont l'objectif était d'obtenir des informations sur les causes de la catastrophe. Après deux mois de spéculation, les autorités ont déclaré en conférence de presse que l'entreprise taïwanaise Formosa Plastics Group avait reconnu sa responsabilité dans cette grave catastrophe environnementale et promis de verser 11 500 000 milliards de dongs vietnamiens (environ 500 millions de dollars des États-Unis) à l'État afin qu'il puisse améliorer la situation des provinces concernées.

**Đặng Hữu Nam, Nguyễn Văn Tráng et Paulus Lê Văn Sơn** organisent des activités visant à réclamer la transparence et à demander des comptes dans cette affaire, notamment au sujet de l'indemnisation des victimes. Đặng Hữu Nam, un prêtre catholique de la paroisse de Phú Yên (diocèse de Vinh, province de Nghệ An), participe à l'organisation de manifestations de grande ampleur. En outre, il a aidé 506 personnes à porter plainte auprès des autorités afin d'obtenir une indemnisation de Formosa Plastic Group. Nguyễn Văn Tráng, étudiant de la province de Thanh Hóa et membre de Brotherhood for Democracy, un forum de discussion en ligne en faveur de la démocratie, a pris part à une manifestation contre l'entreprise taïwanaise le 1<sup>er</sup> mai. Il a été arrêté le 7 mai puis le 19. Paulus Lê Văn Sơn, ancien prisonnier d'opinion, militant catholique des droits sociaux et journaliste, a aussi participé à des manifestations appelant à accorder justice aux personnes victimes de la catastrophe et à les indemniser.

Amnesty International s'inquiète du fait que les trois hommes cités risquent d'être arrêtés à tout moment en vertu de l'article 88 du Code pénal de 1999 pour « propagande » contre l'État, charge passible de trois à 20 ans d'emprisonnement. Ils sont victimes d'un harcèlement qui s'est intensifié du fait de leurs activités en lien avec la catastrophe écologique : Đặng Hữu Nam a été placé sous surveillance, menacé de mort, arrêté à plusieurs reprises et passé à tabac par des policiers et des individus en civil ; Nguyễn Văn Tráng a été la cible de dénonciations publiques dans les médias locaux, à la radio et par haut-parleur dans la rue ; Paulus Lê Văn Sơn a été placé sous surveillance et dénoncé dans les médias locaux, il craint actuellement pour sa sécurité.

**DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en vietnamien, en anglais ou dans votre propre langue :**

- appelez les autorités à mettre immédiatement un terme au harcèlement, aux attaques et aux menaces dont sont victimes Đặng Hữu Nam, Nguyễn Văn Tráng, Paulus Lê Văn Sơn et d'autres défenseurs des droits humains pour avoir participé à des manifestations pacifiques ;
- demandez-leur de veiller à ce que le droit à la liberté de réunion pacifique soit respecté, conformément aux obligations qui incombent au Viêt-Nam aux termes du droit international relatif aux droits humains.

**ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 9 DÉCEMBRE 2016 À :**

Premier ministre Nguyễn Xuân Phúc  
Prime Minister's Office  
Hà Nội, Viêt-Nam  
Courriel : [nguoiphatngonchinhphu@chinhphu.vn](mailto:nguoiphatngonchinhphu@chinhphu.vn)  
Fax : + 84 80 44940

Formule d'appel : *Your Excellency, /*  
Monsieur le Premier ministre,

Ministre de la Sécurité publique Tô Lâm  
44 Yết Kiêu St. Hoàn Kiếm District  
Hà Nội, Viêt-Nam  
Fax : + 84 80 44130  
Formule d'appel : *Dear Minister, /*  
Monsieur le Ministre,

**Copies à :**

Ministre des Affaires étrangères et vice-  
Premier ministre  
Phạm Bình Minh  
Ministry of Foreign Affairs  
1 Ton That Dam Street, Ba Dinh district  
Hà Nội, Viêt-Nam  
Fax : + 844 3823 1872  
Courriel : [tll.mfa@mofa.gov.vn](mailto:tll.mfa@mofa.gov.vn)  
Twitter : @MOFAVietNam

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Viêt-Nam dans votre pays Insérez les adresses ci-dessous :** Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## VIÊT-NAM. TROIS MILITANTS SONT HARCELÉS ET RISQUENT D'ÊTRE ARRÊTÉS

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Non moins de 260 000 habitants des provinces côtières de Nghệ An, Hà Tĩnh, Quảng Bình, Quảng Trị et Thừa Thiên-Huế, notamment des pêcheurs, ont subi les conséquences de la mort de millions de poissons, en avril 2016.

À l'issue d'une enquête de deux mois sur cette catastrophe écologique, l'État a confirmé les allégations du public selon lesquelles une aciérie appartenant à Formosa Plastics Group avait rejeté des déchets toxiques. À la fin du mois de juin, l'entreprise taïwanaise a présenté ses excuses et annoncé qu'elle verserait des indemnités à hauteur de 500 millions de dollars des États-Unis mais les victimes estiment qu'il s'agit d'une réparation insuffisante au vu des effets désastreux sur leurs moyens d'existence. Les 506 plaintes déposées en vue d'obtenir une indemnisation supplémentaire ont été rejetées par les autorités.

Les autorités vietnamiennes ont réagi avec brutalité face à une série de manifestations ayant eu lieu dans le pays au mois de mai 2016, après que les stocks de poisson du Viêt-Nam ont été décimés. Des mesures de police étendues visant à prévenir et à punir la participation à des manifestations ont permis diverses violations des droits humains, y compris des actes de torture et d'autres traitements ou châtiments cruels, inhumains ou dégradants, ainsi que des violations du droit à la liberté de réunion pacifique et du droit de circuler librement (voir la déclaration publique intitulée *Viêt-Nam. Le gouvernement sévit contre des manifestations pacifiques et se rend coupable de violations des droits humains*, <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa41/4078/2016/fr/>). Malgré ces violences, les manifestations pacifiques se sont poursuivies mais les personnes ayant participé à la coordination et au dépôt de plaintes supplémentaires auprès des autorités sont de plus en plus souvent victimes de harcèlement et de menaces. Ce harcèlement prend notamment la forme de pressions exercées sur les familles et les employeurs des militants visés, ce qui entrave ceux-ci dans leurs activités.

Le Viêt-Nam est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui garantit le droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion. Pourtant, ce droit fait l'objet d'une forte restriction en droit et en pratique dans ce pays. Des articles du Code pénal de 1999 portant sur la sécurité nationale et formulés en termes vagues sont fréquemment utilisés pour ériger en infraction des opinions ou activités pacifiques dissidentes. Les personnes qui prônent un changement politique pacifique, critiquent les politiques gouvernementales ou appellent au respect des droits humains sont souvent prises pour cible. L'article 88 (diffusion de propagande contre la République socialiste du Viêt-Nam) est souvent employé pour arrêter, poursuivre et emprisonner des dissidents en raison de leur militantisme pacifique, notamment les blogueurs, les militants luttant pour les droits du travail, les droits fonciers ou la justice sociale, les militants politiques, les adeptes de certaines religions, les défenseurs des droits humains, et même certains paroliers.

Noms : Đặng Hữu Nam, Nguyễn Văn Tráng, Paulus Lê Văn Sơn  
Hommes

AU 246/16, ASA 41/5070/2016, 28 octobre 2016